

Etats généraux de la presse écrite : le SNJ s'exprime

Revitaliser les journaux et le journalisme, ce n'est pas **uniquement une question d'argent**, voilà ce que rappelle le Syndicat National des Journalistes.

La France a déjà connu de grandes vagues de concentrations des journaux au cours des trente dernières années, avec pour seuls résultats la disparition du pluralisme, et d'une frange du lectorat. En voulant rentabiliser les titres, les employeurs semblent avoir perdu de vue la qualité de l'information due aux lecteurs.

La communication, par nature servile est trop souvent confondue avec l'information, indépendante par devoir.

S'il s'agit de s'attaquer à la « *crise du journalisme* » en travaillant sur la qualité de l'information, d'accompagner la révolution numérique en y faisant vivre le professionnalisme, de contribuer à améliorer les contenus des journaux que nous ne voulons pas voir réduits à des « *marques* », le SNJ a des idées, et des choses à dire. Il est en mesure de faire des

propositions concrètes pour restaurer la crédibilité de la presse écrite et donc retrouver la confiance des lecteurs.

Office National des Forêts

Le récent Conseil d'Administration de l'ONF a ce que le SNUPFEN Solidaires craignait : suppression d'emplois, fermetures d'agences, sous-traitance, délocalisation de la Direction Générale, ... Pour le SNUPFEN Solidaires, ces annonces ne sont que les prémices d'autres qui viendront sans doute dans les mois qui viennent. Elles contribuent à fragiliser dangereusement l'établissement et à le mettre en position de ne plus assurer correctement ses missions. Le SNUPFEN Solidaires dénonce ces choix politiques en contradiction avec l'esprit du Grenelle de l'environnement. Le SNUPFEN Solidaires fera tout ce qui est en son pouvoir pour contrer ses projets dévastateurs pour les personnels, le régime forestier et une gestion durable de la forêt.

Collectivité Territoriales : SUD censuré !

En novembre se dérouleront les élections des représentants des personnels des collectivités locales. Depuis le dernier scrutin (2001), SUD s'est considérablement développé sur l'ensemble du territoire et a déposé un nombre plus important de listes dans les communes, conseils généraux, régions et centres de gestion. C'est le fruit du travail de terrain mené depuis des années, de l'engagement dans la campagne de SUD Collectivités Territoriales mais aussi de syndicats SUD Education, de Solidaires locaux. Mais il demeure des « chargés de démocratie locale » (maires, présidents de conseil général ...) qui ont de la démocratie une notion particulière, qui les conduit à refuser nos listes ! Quelques exemples : *Bertrand Delanoë, maire de Paris PS - Patrick Devedjian – Conseil Général des Hauts de seine, UMP - Martine Aubry, maire de Lille, PS - Marie-José Roig, maire d'Avignon, UMP - Gérard Collomb, maire de Lyon, PS - Natacha Bouchart, maire de Calais, UMP - Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, PS - Jean-Claude Antonini, maire d'Angers, PS - Jacques Bigot, Com. Urb. de Strasbourg, PS*

La Fédération SUD CT et ses syndicats poursuivent devant les tribunaux ces rejets injustifiables. 50 000 agents seraient privés de la liberté de choisir leurs représentants. C'est aux salariés de choisir leurs représentants, pas aux employeurs !

Campagne « non à Edvige ! »

Le projet de décret EDVIGE n'est pas abrogé pour l'heure. Dans le même temps, un nouveau projet est en cours d'élaboration (EDVIRSP). Au-delà de quelques reculs (références à la vie sexuelle et à l'état de santé), **la logique du texte reste la même et certains aspects du texte sont même aggravés**. Les réunions unitaires regroupent toujours beaucoup de monde, même si nous notons un certain flottement parmi plusieurs organisations syndicales, suite aux manœuvres gouvernementales.

La journée de mobilisation du 16 octobre (la St Edvige) se traduira localement par des rassemblements devant les préfectures et (à Paris, rassemblement à 18 heures derrière l'Assemblée Nationale, pour aller à Matignon). Des dépôts collectifs symboliques de la fiche individuelle de renseignements rédigée de façon humoristique par le Syndicat de la Magistrature seront organisés.

Dans nos localités, développons les collectifs, faisons vivre la pétition unitaire... Une note explicative sur le projet Edvige 2.0 est en cours d'élaboration.

